

Discours de Vincent JEANBRUN

Congrès des pouvoirs locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe
10 minutes.

Strasbourg - 23 Octobre 2023

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les élus du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
du conseil de l'Europe

Chers amis,

Tout d'abord, je veux vous remercier de votre invitation à venir témoigner
devant vous.

Je vais le dire d'entrée : oui il est difficile par les temps que nous
connaissons d'être un élu local dans nos démocraties. Difficulté d'autant
plus grande en France dans le contexte de violence que nous avons connu
ces derniers mois dans nos territoires.

Cela fait presque 4 mois que j'ai été confronté dans ma ville de L'Haÿ-les-
Roses à une violence que nous n'avions jamais connu.

200 émeutiers ont ravagé notre ville de 30 000 habitants. Une centaine de
voitures brûlées ou dégradées, un marché, une mairie de quartier dévastée.
Nous avons sauvé l'hôtel de ville en le protégeant avec des barbelés !

Et puis ces criminels ont franchi une étape supplémentaire : ils ont attaqué
ma maison avec une voiture bélier et ont tenté de l'incendier avec ma
famille dedans.

J'aimerais vous dire quel ce qui s'est passé à L'Haÿ-les-Roses était un cas
isolé.

Mais ce déferlement de violence a éclaté dans tous notre pays. Montauban,
Pontoise, Hérouville, Evreux, Nanterre, Montargis, Aulnay-sous-Bois, les
exemples sont malheureusement nombreux. Dans des centaines de villes,
des bâtiments publics incendiés, des bibliothèques détruites, des
commissariats de polices pris pour cibles, des commerces vandalisés, nous
avons vécu des scènes de chaos.

Des violences urbaines nous en connaissions déjà. Mais là, nous avons vécu davantage qu'une flambée de violence, c'était une effroyable guerre de territoire, une guerre de gang, où l'un des deux camps était celui de la République. Cet embrasement avait tout d'une insurrection !

Oui je parle d'insurrection volontairement car personne n'était préparé à un tel niveau de violence. Des individus qui sont français et qui prennent les armes pour se retourner contre les institutions de leur pays, c'est un aveu d'échec collectif.

L'échec pour ne pas dire la disparition de l'autorité et de l'ordre. L'échec de l'État qui recule chaque jour de plus en plus dans nos quartiers et qui laisse une plaie béante dans laquelle se sont engouffrés les séparatistes et les gangs violents.

Ces attaques de juillet, elles sont la résultante du combat que je mène depuis 2014. Dans ma ville, j'ai décidé de mener une lutte sans merci aux trafiquants qui pourrissent la vie de nos concitoyens. Parce que la violence du quotidien, elle est insupportable. Aujourd'hui, les premières victimes de ces violences, ce sont nos habitants. Car loin des caméras, quand l'actualité passe à autre chose, la violence de tous les jours, elle, continue. Nos concitoyens sont en permanence confrontés aux petites agressions du quotidien : nuisances sonores, rodéos urbains, trafics, violences de rue, insultes, incivilités. Où est l'État pour les protéger ? Voilà la question.

Dans ces quartiers, ce ne sont plus les lois de l'État qui s'appliquent, mais celles des dealers. Des trafiquants qui se tuent entre eux mais surtout qui emportent désormais avec elle des vies innocentes dans la violence indiscriminée des règlements de comptes. Permettez moi de nommer ici qu'elles unes de ces âmes innocentes : Socayna, Rayanne, Sarah, Kawtar, Larbi, Charlotte, Catherine, Jessica, Kamel et cet été Fayed, un enfant de 10 ans. Depuis deux ans, le nombre de ces innocents vient tragiquement grossir le décompte macabre des morts liés au règlement de compte.

La plupart d'entre eux était là, au mauvais endroit, au mauvais moment. Atablée à une terrasse d'un café, sur leur balcon a fumé une cigarette, chez eux, dans leur lit tandis qu'une balle traverse la fenêtre.

Pourtant, nous ne sommes pas en guerre, mais les cris joyeux des enfants à céder la place au bruit retentissant des rafales de kalachnikovs dans nos rues. C'est la triste réalité de certains de nos quartiers, où les trafiquants de drogues de plus en plus jeunes et par conséquent, si j'ose dire, de moins en moins expérimentés sèment la mort avec des armes automatiques. Ils ne visent plus, ils ne ciblent et commettent leurs crimes à la vue de tous avec

les conséquences tragiques que nous connaissons. C'est une jeunesse qui est décimée sous nos yeux, dans une relative indifférence.

Les trafics et particulièrement celui de la drogue génère tellement d'argent, que les trafiquants sont désormais plus riches, plus équipés et plus organisés que bien des polices dans nos différents pays. Quand la drogue est partout, la sécurité et la liberté sont nulles part.

Le port d'Anvers est devenu la plaque tournante européenne de la cocaïne, la Suède fait face à des règlements de compte où le nombre de morts par fusillade atteint des records et malheureusement la France ne fait pas exception à cela. Pour la seule ville de Marseille, depuis le début de l'année nous atteignons le triste nombre de plus d'une quarantaine de décès liés au trafic de stupéfiant.

Le plus terrible dans nos pays aujourd'hui c'est que ces nouveaux trafiquants ont remplacé la police dans nos quartiers. Ils y ont le monopole de la force et de la violence. Ils y font régner la terreur. Nos habitants, nos concitoyens, sont otages de ces nouveaux geôliers et parfois s'en remettent plus à eux qu'aux autorités.

Avant de conclure, je voudrais lancer un grand appel à la mobilisation pour lutter contre ces nouvelles mafia.

Car oui, quand on a affaire partout en Europe, à des individus organisés, préparés à la violence et à faire régner la terreur, qui ne reculent devant rien. Ce ne sont pas simplement des petits délinquants éparpillés que nous affrontons ; mais bien de grands réseaux criminels. Ils trafiquent, prostituent, rackettent, violentent et tuent dans une quasi impunité. Cela porte un nom : **le système mafieux.**

Alors je vous le dis ici : nous devons déclarer la guerre aux mafias. Déclarer la guerre à ceux qui nous la font quotidiennement dans nos territoires. Nous avons créé l'Europe pour garantir à nos peuples la paix, aujourd'hui certains nous déclarent une guerre au sein même de nos pays. Nos quartiers brûlent, nous ne pouvons plus regarder ailleurs. L'urgence est là !

Ne pas déclarer ensemble cette guerre aux réseaux mafieux serait une faute. Et plus qu'une faute, une défaite. Une défaite morale et politique, une défaite pour nos Etats, une défaite pour nos pays. Et une défaite pour nos démocraties, car si nous laissons prospérer le chaos, les populistes s'en nourriront comme ils l'ont toujours fait.

Vous le voyez, la guerre que nous devons menés à ces mafias doit être sur tous les fronts. C'est ensemble et collectivement que nous y arriverons. J'aimerais vous dire une dernière chose, les événements que nous avons connu cet été, ils doivent tout changer !

Ils doivent tout changer car nous représentons, nous les maires et les élus locaux, les derniers remparts de la République. Alors si nous cédon, si nous baissons la garde, si nous renonçons, c'est la France et l'Europe qui tomberont. C'est à nous de la relever et de la reconstruire. À l'heure où le chaos nous guette, nous devons incarner le sursaut !

N'oublions jamais que la politique est une affaire de volonté, et je crois que nous sommes nombreux, élus de terrain, à avoir ce goût de l'action et ce désir d'œuvrer pour l'intérêt général. C'est le sens de notre engagement, de notre motivation au quotidien, celui pour lequel on consent à quelques sacrifices. Et si nous faisons ce choix, c'est parce que nous savons qu'il y a toujours des motifs d'espérance.

Nous gagnerons cette guerre si chacun d'entre nous prend sa part dans le combat. Nous sommes des centaines de millions, ils sont quelques dizaines de milliers. Nous y arriverons.

Je vous remercie de votre attention.